

La France insoumise : quel programme ?

« Nous on peut », et voilà comment nous allons nous y prendre ! Pour Jean-Luc Mélenchon, cela passe par la « planification écologique », une relance keynesienne, la « sortie des traités européens » et la « VI^e République »...

Arnaud Lismond-Mertes (CSCE)

Dans la sorte d'interrègne politique où nous vivons, « le vieux monde se meurt et le nouveau monde tarde à apparaître » (Gramsci). Chaque tentative de comprendre la situation dans laquelle nous nous trouvons et de dessiner une sortie de crise mérite qu'on l'analyse. C'est le cas du programme « L'Avenir en commun » (aec) (1) de Jean-Luc Mélenchon, candidat de « La France insoumise » à l'élection de présidentielle de 2017, qui offre une ample matière à la réflexion politique. Élaboré à partir du programme du Front de gauche de 2012, « L'Humain d'abord », il est complété par 40 livrets thématiques disponibles en ligne, par des vidéos de « L'Université populaire » de la France insoumise (2), et par les livres de Mélenchon, Généreux et Hoang Ngoc (3) qui en éclairent le contexte. On essaiera ici de présenter quelques axes essentiels de ce programme, en

l'absence aussi formée... Mais, indique Mélenchon : « Regardons-nous : le pays est défiguré par le chômage, la pauvreté, le productivisme le plus aveuglé, et les communautarismes fielleusement entretenus ! (...) l'urgence écologique, le désastre social et le délabrement de la démocratie sont les trois visages d'une même réalité. Nous étouffons sous le règne de la finance. Elle gouverne le monde avec sa cupidité insatiable, sa certitude absurde que les intérêts particuliers sont seuls légitimes, que tout peut s'acheter et tout peut se vendre, que le libre-échange des marchandises et la circulation sans contrôle des capitaux sont les meilleurs organisateurs de toutes les activités humaines. Voilà bien ce qui détruit la planète et les êtres humains » (4). Détaillons le constat posé. Urgence écologique : « Chaque année, l'activité humaine consomme davantage de ressources

qu'au cours de la dernière décennie, et ce, de façon exponentielle, et ce, dans tous les pays. (...) L'urgence écologique est devenue une urgence humaine. (...) La monarchie présidentielle marginalise le Parlement. Le président peut dissoudre l'Assemblée, mais celle-ci ne peut le renverser. » (aec, p. 25, 26). Règne de la finance : la capitalisation boursière mondiale a été « multipliée par 45 en trente-deux ans (de 1975 à 2007). Mais pendant ce temps, la richesse matériellement produite n'a été multipliée que par 3,5. (...) Jamais le pouvoir de l'argent n'a été aussi concentré : 3 % des humains possèdent autant que 85 % des autres. Un petit nombre de personnes tient tout. (...) Cette caste toute-puissante née de la globalisation financière gouverne tout, c'est l'oligarchie. Au sens étymologique du terme : le pouvoir de quelques-uns » (6).

... à l'avenir en commun

Face à cette confiscation de l'avenir au profit de quelques-uns, la France insoumise a élaboré un projet « d'avenir en commun » qui fait de « l'intérêt général humain » sa finalité et du « pouvoir du peuple » son principe moteur. C'est ce que Mélenchon appelle la « révolution citoyenne » : « C'est un renversement du pouvoir. Elle le reprend à l'oligarchie, au monarque présidentiel et à l'argent roi. Elle les chasse. Elle change les institutions pour atteindre ces objectifs. Elle renverse la primauté de la finance, abolit le dogme de la « concurrence libre et non faussée »,

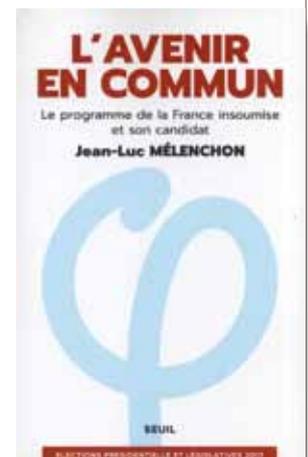
« Cette caste toute-puissante née de la globalisation financière gouverne tout, c'est l'oligarchie. Au sens étymologique du terme : le pouvoir de quelques-uns. »

faisant une large place aux citations, et d'en dégager le sens. On pourra ainsi tenter de situer l'originalité de ce programme dans l'histoire de la gauche française.

De l'avenir confisqué

Le constat de départ est celui de l'effondrement d'un monde. La France est une des premières économies du monde, elle n'a jamais produit autant de richesses, ni eu une popu-

naturelles que la planète ne peut en reconstituer sur la même période. (...) Il y a moins de trente ans seulement, en 1987, nous n'entrions en dette écologique que le 17 décembre. En 2014, on y parvint le 19 août, en 2015 ce fut le 13 août. » (5). Désastre social : « 9 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté en France, soit avec moins de 1.000 euros par mois » (aec, p. 60). Délabrement de la démocratie : « Le peuple est systématiquement tenu à l'écart des décisions. Tout au plus a-t-il le droit de voter une fois tous les cinq ans sans possibilité d'intervenir ensuite. (...) La monarchie présidentielle marginalise le Parlement. Le président peut dissoudre l'Assemblée, mais celle-ci ne peut le renverser. » (aec, p. 25, 26). Règne de la finance : la capitalisation boursière mondiale a été « multipliée par 45 en trente-deux ans (de 1975 à 2007). Mais pendant ce temps, la richesse matériellement produite n'a été multipliée que par 3,5. (...) Jamais le pouvoir de l'argent n'a été aussi concentré : 3 % des humains possèdent autant que 85 % des autres. Un petit nombre de personnes tient tout. (...) Cette caste toute-puissante née de la globalisation financière gouverne tout, c'est l'oligarchie. Au sens étymologique du terme : le pouvoir de quelques-uns » (6).



« Notre projet est celui d'une France insoumise et fière de l'être, au service de l'avenir en commun des êtres humains. »



⇒ réorganise la production et le partage des richesses. Elle décide aussi de ce que « richesse » veut dire. L'humain d'abord ! » (7). Cette sortie de la crise systémique au profit de cet avenir commun passe, pour la France insoumise, par l'abandon d'une série de tabous : productivisme, libre-échange, austérité, primauté du droit de propriété, de la compétitivité et des marchés, alignement géostratégique sur les Etats-Unis, fédéralisme européen... Positivement, elle s'articule autour d'un certain nombre d'axes programmatiques essentiels : planification écologique et règle verte, redéploiement de l'Etat social et politique keynésienne de relance, augmentation des salaires, révolution fiscale, création d'entreprises publiques, protectionnisme solidaire, sortie des traités européens, indépendance française et VI^e République. De quoi s'agit-il ?

1. La planification écologique

Le développement capitaliste, qui entend organiser la société à travers le libre marché et selon le principe du profit fait peser, de façon inédite dans l'histoire, une menace de destruction du « seul écosystème compatible avec

la vie humaine », singulièrement sous la forme du dérèglement climatique. Le productivisme, indique J-L. Mélenchon est « le danger essentiel qui ronge la civilisation humaine actuelle. Pourtant la sphère politique est loin, très loin d'en avoir fait le bilan. Mais le pourrait-elle sans rompre avec l'ordre établi, ses hiérarchies et ses privilèges ? Non, bien sûr ! » (8). Refusant de s'en remettre « à la culpabilisation individuelle » ou au « capitalisme vert », jugés inefficaces, le programme de la France insoumise place au faite de son projet le développement d'une « planification écologique » et la constitutionnalisation d'une « règle verte ».

« La planification écologique part (...) de l'idée qu'il ne s'agit pas de produire n'importe quoi, n'importe comment, du moment que l'on produit et que l'on vend, mais au contraire, de partir de la demande et donc de construire une politique de progrès humain » (9). L'écologie « n'est pas

Constitution, le programme de la France insoumise propose de constitutionnaliser une « règle verte » : « ne pas prélever sur la nature davantage que ce qu'elle peut reconstituer, ni produire plus que ce qu'elle peut supporter », qui serait notamment mise en œuvre à travers l'adoption « d'une loi-cadre instaurant une planification écologique, démocratique » (aec, 69). Il propose également de programmer la sortie du nucléaire et l'adoption d'un plan de transition énergétique avec un double axe de sobriété/efficacité énergétique et de transition (100 % d'énergies renouvelables en 2050). (aec, 70) Concernant la production de déchets, il propose de « combattre l'obsolescence programmée des biens de consommation par un allongement des durées de garanties légales des produits » (aec, 75). En matière d'agriculture, il propose notamment de refuser les OGM, de bannir les pesticides nuisibles, de promouvoir l'agriculture biologique, et de créer 300.000 emplois agri-

Alors que l'Union européenne a imposé aux Etats une « règle d'or » de limitation des déficits publics, le programme de la France insoumise propose de constitutionnaliser une « règle verte ».

l'ennemie du redéploiement industriel, c'est tout le contraire (...) nous voulons réindustrialiser, ici, c'est-à-dire relocaliser, ici, avec nos propres méthodes, qui doivent être des méthodes responsables. Exemple dans la sidérurgie : nous voulons que l'on rouvre le four qui se trouve à Florange non pas simplement pour produire, mais parce qu'à Florange, on peut produire avec le procédé Ulcos, un acier (...) diminuant la quantité de CO₂ émise. De la même manière, nous disons ceci aux employés de M-Real qui défendent leur papeterie : « Nous voulons qu'il reste des usines de papier dans notre pays » (...) parce que nous voulons relocaliser la production du papier, car 60 % de la consommation française est aujourd'hui importée » (10).

Alors que l'Union européenne a imposé aux Etats une « règle d'or » de limitation des déficits publics, en leur demandant de l'inscrire dans leur

coles grâce à des prix rémunérateurs et une refonte de la PAC (aec, 76, 77).

2. La politique de relance et le redéploiement de l'Etat social

Sur le plan économique, Mélenchon propose de « remplir les carnets de commande » et de rompre avec l'austérité au bénéfice d'un programme de relance keynésienne par la dépense publique, « sociale et écologique ». Ce programme se compose de deux volets, un programme d'investissement et une augmentation des dépenses courantes de l'Etat (11). Le programme d'investissement public proposé se monte à 100 milliards sur l'ensemble du quinquennat, à lancer dès son ouverture et à financer par l'emprunt. 45 milliards seraient investis dans « l'urgence sociale » : constructions de logements sociaux (18 milliards), de crèches (12 milliards), de maisons de retraite... 50 milliards seraient investis dans « l'urgence écologique » :

25 milliards pour le développement des énergies renouvelables, 20 milliards pour l'isolation thermique de logements. Quant à l'augmentation des dépenses courantes publiques, chiffrée à un supplément de total de 173 milliards sur le quinquennat, 33 milliards seraient consacrés à la lutte contre la pauvreté, 32 milliards à la réforme des retraites, 24 milliards à l'éducation, la culture et la recherche, 22 milliards à la revalorisation des salaires, ou encore 17 milliards à la jeunesse. Cette augmentation de dépenses serait financée par : 55 milliards issus de la relance économique (les dépenses engendrant en retour de nouvelles recettes fiscales), 38 milliards de suppression de cadeaux fiscaux (« niches fiscales »), 21 milliards de suppression des cadeaux fiscaux faits par Hollande aux entreprises (« pacte de responsabilité »), 13 milliards d'économies, 30 milliards issus de la lutte contre la fraude fiscale et 33 milliards de nouveaux prélèvements obligatoires.

Les simulations des effets de son programme par les économistes de la France insoumise prévoient une baisse du chômage de 9,7% en 2017 à 6,2% au terme du quinquennat. Deux millions d'emplois seraient créés dans le secteur marchand, auxquels s'ajoutent 440.000 emplois aidés, 420.000 emplois publics et, enfin, 820.000 contrats coopératifs (Etat employeur de dernier ressort).

Des « contrats jeunes » d'une durée de cinq ans, seraient effectivement créées « dans le secteur non-marchand et public » (aec, 56), tandis qu'un « droit opposable à l'emploi » serait établi « en faisant de l'Etat l'employeur en dernier ressort : en cas de chômage de longue durée, l'Etat doit proposer un emploi au chômeur en lien avec sa qualification, sur une mission d'intérêt général. L'indemnisation par l'assurance chômage se poursuit jusqu'à ce qu'un tel emploi soit proposé par l'Etat » (aec, 55).

La protection sociale serait plus largement élargie à travers la création

d'une « allocation d'autonomie » pour « les jeunes de 18 à 25 ans, d'une durée de trois ans, sous réserve d'une formation qualifiante et sous condition de ressources » (aec, 56), ainsi que celle d'une « garantie dignité » (revalorisation des minima sociaux au-dessus du seuil de pauvreté) (aec, 61), par le remboursement « à 100 % des soins de santé prescrits, dont les soins et appareils dentaires, optiques

et auditifs » (aec, 104), mais aussi par la restauration du « droit à la retraite à 60 ans à taux plein », en ramenant « à 40 ans la durée de cotisation pour une retraite complète », en revalorisant « les pensions de retraites au niveau du Smic pour une retraite complète » et en portant « le minimum vieillesse au niveau du seuil de pauvreté » (aec, 59).

3. Des emplois de meilleure qualité, et mieux payés

A rebours de la politique de casse des salaires et de flexibilisation, le programme de la France insoumise propose d'augmenter « immédiatement le salaire minimum légal (Smic) net mensuel de 16 % pour le porter à 1.326 euros nets pour 35 heures » (aec, 58), de « réaffirmer dans les faits le CDI comme norme du contrat de travail », d'instaurer « un quota maximum de contrats précaires dans les entreprises » et de « faciliter la requalification en contrat de travail salarié des autoentrepreneurs à client unique et des collaborateurs exclusifs de plates-formes dites collaboratives » (aec, 54). Il prévoit également de « généraliser une 6^e semaine de congés payés pour tous les salariés, d'appliquer réellement et immédiatement les 35 heures, de majorer les heures supplémentaires », de « favoriser le passage à la semaine de quatre jours pour aller vers les 32 heures » (aec, 57). Enfin, elle propose de « régulariser les travailleurs sans-

papiers pour assurer l'égalité sociale entre travailleurs » (aec, 54).

4. Une révolution fiscale

Les économistes de la France insoumise ne cachent pas que leur programme de relance suppose également des recettes nouvelles, provenant d'une contribution plus importante de ceux qui ont plus. Ils prévoient dès lors : d'imposer « les

A rebours de la politique de casse des salaires et de flexibilisation, Mélenchon propose d'augmenter le salaire minimum légal.

revenus du capital comme ceux du travail par une assiette large et unifiée », de « rendre l'impôt sur les revenus plus progressif avec un barème à 14 tranches contre 5 aujourd'hui », d'instaurer « un revenu maximal autorisé, 100 % d'impôt pour la tranche au-dessus de 20 fois le revenu médian (33.000 euros par mois) », de « mettre fin au quotient conjugal, système patriarcal favorisant les inégalités salariales entre les femmes et les hommes », de « renforcer l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) » et d'augmenter « les droits de succession sur les gros patrimoines » (aec, 64). C'est ce que la France insoumise appelle la révolution fiscale. Selon elle, cette réforme profitera à 91% des Français, celles et ceux qui gagnent en dessous de 4.000 euros nets par mois.

4. Recréer des entreprises publiques

Les nationalisations ne font pas l'objet d'un chapitre spécifique du programme de la France insoumise. Toutefois, dès lors qu'il s'agit de secteurs considérés comme stratégiques, la reprise en main par l'Etat de la production ou d'une partie de la production est proposée ou envisagée : « L'air, l'eau, l'alimentation, le vivant, la santé, l'énergie, la monnaie ne sont pas des marchandises. Ils doivent être gérés démocratiquement : le droit de propriété doit être soumis à l'intérêt général, la propriété commune protégée et les services publics développés » (aec, 31). Le programme prévoit notamment de « revenir sur les programmes de privatisation », de « rendre effectif le droit de réquisition des entreprises d'intérêt général par l'Etat » (aec, 45), de « créer un



Mélenchon : « L'ère du peuple est (...) mon "mode d'emploi" de la période historique en cours. »

⇒ pôle bancaire notamment par la socialisation de banques généralistes » (aec, 50), de renationaliser « EDF et Engie (Ex-GDF) » (aec, 71), de « réserver l'argent public au financement de l'école publique » (aec, 111), ou encore de « nationaliser le chantier naval STX de Saint-Nazaire » (aec, 123)...

5. Le protectionnisme solidaire

L'affirmation du rôle de l'Etat pour faire primer l'humain et le respect de l'écosystème sur la logique du marché prend également corps à travers la réorganisation du commerce international. Le libre-échange, qui met les marchés au-dessus de la régulation des Etats, est considéré comme un « poison mortel » qui « vide à tour de rôle chaque société de ses moyens de production. Car on trouve toujours un pays où l'on paie moins cher le travail et où les normes écologiques ne s'imposent pas » (12).

Dès lors, le programme propose de substituer au libre marché, qui fait le jeu des multinationales et de la finance, la « coopération économique » entre les Etats, et un « protectionnisme solidaire » qui prendrait corps à travers l'adoption de « mesures anti-dumping d'urgence sur les industries stratégiques (acier, photovoltaïque...) », l'augmentation immédiate des « droits de douane pour les pays aux droits sociaux limités », la prise de « mesures de rétorsion contre les paradis fiscaux », l'imposition du « respect de normes sociales et écologiques pour la commercialisation des produits importés en France » (aec, 46, 47). Dans cette perspective, il s'agit non seulement de renoncer au Ceta, au TTIP et au Tisa, mais aussi de réexaminer l'ensemble des accords commerciaux existants, et de sortir de l'Organisa-

6. La sortie des traités européens

Le pouvoir de la finance, dont la France insoumise prétend émanciper les Français, s'est organisé en tant que cadre juridique surplombant le jeu démocratique à travers les traités européens et les institutions de

pacte de stabilité et des règles européennes encadrant les déficits », « cesser d'appliquer unilatéralement la directive sur le détachement de travailleurs en France », « refuser les régressions du droit européen sur les questions sociales et écologiques par rapport au droit national », « stopper



l'UE. L'Avenir en commun tire le bilan et dessine une issue : « Notre programme n'est pas compatible avec les règles des traités européens qui imposent l'austérité budgétaire, le libre-échange et la destruction des services publics » (aec, 81) ; « (...) tout commence par la reconquête de notre indépendance. Cette Europe-là, soit on la change (plan A), soit on doit la quitter (plan B). Et c'est par là que tout commencera » (aec, 17).

Le programme de la France insou-

mise libéralisation et la privatisation de services publics » et « encadrer les mouvements de capitaux pour éviter l'évasion fiscale et les attaques spéculatives contre la France » (aec, 81).

Vient ensuite le temps du « Plan A » : « Proposer une refondation démocratique, sociale et écologique des traités européens par la renégociation » : « Nous voulons notamment : mettre fin à l'indépendance de la Banque centrale européenne (...), dévaluer l'euro (...), organiser une conférence européenne sur les dettes souveraines débouchant sur (...) des annulations partielles, arrêter la libéralisation des services publics, mettre en place un protectionnisme solidaire (arrêt de la libre circulation des capitaux et des marchandises entre l'UE et les pays tiers, arrêt des politiques de libre-échange qui ruinent les économies en développement et détruisent l'industrie européenne, autorisation des aides d'Etat aux secteurs stratégiques), (...) une harmonisation sociale et fiscale par le haut dans toute l'UE avec inscription d'une clause de non-régression

« Cette Europe-là, soit on la change, soit on doit la quitter. Et c'est par là que tout commencera. »

tion Mondiale du Commerce (OMC). En outre, pour mettre fin à l'éloignement des lieux de production et des lieux de consommation, une taxe kilométrique serait instaurée « pour intégrer le coût écologique dans les produits, qui dépendra de la distance parcourue par les produits importés » (aec, 73).

Le programme prévoit cette sortie des traités en plusieurs phases, et selon plusieurs scénarios. Des mesures immédiates et unilatérales sont prévues : « Pour appliquer notre programme, il nous faudra désobéir aux traités dès notre arrivée au pouvoir, par des mesures de sauvegarde de la souveraineté du peuple français » : « S'exonérer du

des droits sociaux » (aec, 83, 84). Le programme mentionne encore que le mandat de négociation avec l'UE sera fixé par l'Assemblée nationale et que « en cas d'accord, le résultat des négociations sera soumis à référendum au peuple français qui décidera souverainement de sa participation à

utile d'avoir un aperçu de la lecture géostratégique globale de Mélenchon du « retournement du monde en cours » : « C'est la masse de dollars que les Etats-Unis ont répandue dans le monde qui est la cause centrale des crises du système financier. Ces dollars n'ont aucune contre partie

des Etats-Unis et de leur outil de tutelle militaire : l'Otan. Nous sommes une nation universaliste. Notre vocation est à l'Onu et dans la coopération privilégiée avec les pays émergents » (aec, 87). Il en appelle plus particulièrement à « refuser la logique du choc des civilisations », à « sortir de l'Otan



l'Union européenne refondée ou de la sortie » (aec, 84). Quant au plan B, éventuellement adopté après une tentative de plan A et un référendum, il engagerait progressivement la France hors de l'UE, parallèlement à la proposition d'autres formes de coopération avec les Etats qui le souhaitent (aec, 85).

7. L'indépendantisme français

Mélenchon indique : « Tous les jours, on m'enjoint de dire si je veux ou non sortir de l'euro, étant entendu que celui qui veut sortir de l'euro est immédiatement affecté au camp de ceux qui n'ont rien compris à la mondialisation heureuse. (...) Souvent, avec ceux qui poléminent avec moi, on ne se comprend pas, car on ne parle pas la même langue. Moi, je parle géopolitique, et eux parlent de techniques financières ou de techniques monétaires. On ne parle donc pas de la même chose » (13). Le positionnement géostratégique proposé est résumé en une formule gaullienne : le « nouvel indépendantisme français ». Pour en comprendre la portée, il est

matérielle réelle. (...) La bifurcation qui s'annonce, la voici : en passant mécaniquement en tête des nations, l'atelier du monde, la Chine, renvoie les Etats-Unis en queue de peloton, là où personne ne leur achète leurs titres de dettes, et où ils sont obligés à la fois de rembourser, et de travailler. Les Etats-Unis font tout pour éviter cela et on les comprend. (...) Depuis le printemps 2011, près de la moitié des dépenses fédérales sont financées par l'emprunt. Et le reste du monde ne peut plus payer pour financer le train de vie des USA. Si bien que la majorité des emprunts émis sont désormais achetés par la Banque centrale elle-même. La planche à billets tourne follement. Cette fuite en avant des Etats-Unis explique l'escalade militaire qu'ils ont imposée au monde depuis 2001. Depuis dix ans, leurs dépenses militaires sont passées de 16 % à 20 % des dépenses fédérales. Ceci est la moitié des dépenses militaires mondiales. » (14). Quant au rôle de la France, Mélenchon estime qu'il est, depuis la Révolution française, singulier dans l'histoire : « La France n'est pas une nation "occidentale". D'abord parce que notre République n'est fondée ni sur la référence à une ethnie comme l'Allemagne, par exemple, ni sur une couleur de peau, toutes étant présentes, ni sur une religion, puisque toutes sont exclues du champ politique (...) La France est une nation fondée sur un contrat politique que proclame la devise « Liberté – Egalité – Fraternité ». Par conséquent elle est en état de partager ce contrat avec tout être humain. En ce sens, c'est une "nation universaliste" » (15).

Dans ce contexte, le programme appelle à « l'indépendance de la France » : « Nous ne devons plus être à la remorque des folies impériales

« On ne change pas en profondeur un pays, de façon démocratique, si le peuple est aux abonnés absents »

et refuser la participation de la France à toute alliance militaire permanente à l'exception des opérations de maintien de la paix sous l'égide de l'Onu » (aec, 89). En particulier, le candidat de la France insoumise a indiqué qu'il entendait s'opposer à l'escalade en cours contre la Russie et qu'il souhaitait, dans la tradition française du général de Gaulle, établir des partenariats économiques et militaires variés qui permettent l'indépendance française : « Ce qui est en cause, c'est notre indépendance, c'est-à-dire la possibilité de faire ce que nous voulons sans être contrôlés, ou punis, par les actuels tuteurs du monde » (16). Il explique également qu'il ne souhaite pas inscrire la France dans un monde multipolaire, mais bien dans un monde mieux ordonné, sous l'égide de l'Onu (17).

8. La VI^e République

Enfin, un des aspects novateurs du programme de la France insoumise est celui de la mise en chantier d'une VI^e République et la révision de la Constitution française par une assemblée élue spécifique. « C'est l'ère du peuple qui doit commencer ! La révolution citoyenne à laquelle je crois est le moyen pacifique et démocratique de tourner la page de la tyrannie de l'oligarchie financière et de la caste qui est à son service. Ce sera la tâche d'une assemblée constituante, convoquée pour changer de fond en comble la Constitution, abolir la monarchie présidentielle et restaurer le pouvoir de l'initiative populaire » (aec, 21, 23). Enfin, outre le passage de l'élection de l'Assemblée nationale au scrutin proportionnel et d'abolition de « la monarchie présidentielle actuelle en instaurant un régime parlementaire stable dans lequel le gouvernement détient le pouvoir exécutif et est responsable »

1981 :
« 110 propositions
pour la France »
portées
par François
Mitterrand.
C'était déjà
la troisième
voie française,
la planification,
la relance
keynesienne,
l'augmentation
du Smic...



⇒ devant le Parlement » (aec, 26), le programme propose également d'instaurer « le droit de révoquer un élu en cours de mandat, par référendum, sur demande d'une partie du corps électoral » (aec, 25), de même il propose de « rendre obligatoire le recours au référendum pour réviser la Constitution ou ratifier tout nouveau traité européen et garantir le respect de la décision populaire » (aec, 25).

« Pourquoi la constituante ? », explique Mélenchon : « Qu'on ne vienne pas me chanter qu'il y a plus urgent à faire. J'ai noté que tous les pays de l'Amérique latine de la nouvelle vague démocratique ont commencé par convoquer une Assemblée constituante. (...) L'explication m'en a été donnée sur place. C'était la condition pour que les pouvoirs soient de nouveau légitimes. (...) on ne change pas en profondeur un pays, de façon démocratique, si le peuple est aux abonnés absents. La constituante a été pour eux un puissant exercice de réappropriation populaire de la dé-

mocratie politique. Il faut avoir vu, au Venezuela, la présentation des articles de la nouvelle Constitution imprimés jusque sur les paquets de pâtes pour comprendre comment des millions de pauvres se sont impliqués dans les dizaines de milliers de

débats, à la base, à mesure qu'avancait la rédaction du texte. Et sont allés voter en masse pour élire les députés constituants. » (18).

Entre Mitterrand, Hulot et Chavez

A l'heure d'écrire ces lignes, à quarante jours de l'élection, la critique analytique structurée du programme

de la France insoumise paraît quasiment inexistante, dans le contexte global où le débat politique médiatisé semble se résumer aux commentaires des sondages, aux affaires, à la question de l'unité de « la gauche », etc. On peut cependant relever que Jacques Attali, rallié à Emmanuel Macron, voit dans l'Avenir en commun « un programme qui transformerait la France en Corée du Nord, très proche d'ailleurs de celui de Marine Le Pen », tandis que Jean-Marc Daniel, un économiste qui soutient également Macron, déclare pour sa part que ce programme fait fausse route car « la libéralisation n'a pas marché lorsqu'on n'est pas allé assez loin » (19). A l'opposé, la Commission économique du PCF a publié en novembre 2016 (soit avant que les membres du PCF ne décident par référendum interne du soutien à la candidature de Mélenchon) une analyse jugeant qu'il s'agit d'un « programme social-démocrate très étatique, encore plus timide que ceux qui ont échoué à plusieurs reprises », qui ne serait pas loin de céder « aux illusions dangereuses de la "démondialisation" (...) loin des ambitions de transformer la mondialisation » et qui « concourrait à mettre le feu aux poudres d'une "guerre civile" entre Européens » (20). Du côté des intellectuels de la NPA, Henri Wilno estime que ce programme mène à une impasse, car il y aurait dans celui-ci « deux grandes absences : des incursions dans la propriété capitaliste et la mobilisation populaire » (21), tandis que Sandra Demarcq pointe des désaccords saillants sur « ses conceptions protectionnistes (même qualifiées de "solidaires") et son esprit

« Moi, je parle géopolitique, et eux parlent de techniques financières ou de techniques monétaires. On ne parle donc pas de la même chose. »

national, avec la pincée de chauvinisme qui l'amène à des glissements successifs » (22). L'Union populaire républicaine y voit au contraire un programme « alter-européiste » qui « refuse de remettre en cause le principe même d'une construction politique continentale » (23). Quant à Alain Beuve-Méry et Patrick Roger, ils tiraient dans *Le Monde* : « Jean-

Luc Mélenchon trace sa route en solitaire » (24). C'est à ce stade l'impression que laisse le débat public. Ambitionnant de réorienter fondamentalement le système plutôt que de le cogérer dans la cadre du marché et de l'UE, le programme de la France insoumise ne se situe pas sur le même plan que les autres partis à vocation gouvernementale. Il brigue un exercice concret du pouvoir gouvernemental, et ne se situe donc pas non plus dans le champ d'une gauche de gauche, radicale dans ses principes mais sans ambition gouvernementale effective. De là, sans doute, une quasi absence de débat.

Un regard en arrière est sans doute plus éclairant pour mesurer l'originalité du programme, en particulier

et démocratique. Sur le premier, Jean-Luc Mélenchon bascule, après Fukushima et les rapports du Giec, sur le dérèglement climatique, du socialisme à l'éco-socialisme. Il s'ensuit les idées de planification écologique, de règle verte et de sortie du nucléaire, qui étaient totalement absentes en 1981.

Quant au volet institutionnel et démocratique (convocation d'une assemblée constituante, fin du régime présidentiel, possibilité de référendum révocatoire), il s'agit également d'une dimension neuve, largement inspirée des révolutions démocratiques sud-américaines issues de la vague « bolivarienne » qui ont vu le jour à la charnière du millénaire. Dans le cadre du déclin de l'organisation des forces de gauche à travers

renouer les brins du « fil rouge qu'on voit passer dans les mains de tous les rebelles de toutes les générations » (26). En rupture avec le social-libéralisme incarné par le PS de François Hollande, elle tente un retour au « temps où la gauche essayait », où celle-ci proclamait pouvoir « changer la vie » et être porteuse d'alternatives concrètes. Cette refondation prend avec Jean-Luc Mélenchon une forme nationale, républicaine, populaire et éco-socialiste. Son avenir est encore à écrire. □

La France insoumise fait le pari de renouer les brins du « fil rouge qu'on voit passer dans les mains de tous les rebelles de toutes les générations ».

la comparaison avec les « 110 propositions pour la France » qui constituaient le programme du PS de François Mitterrand en 1981, elles-mêmes largement issues du programme commun du PS et du PCF de 1972, et dont une partie fut mise en œuvre en 1981 (25). Planification centralisée du développement économique et social, programme national keynésien de relance, nationalisation d'entreprises, développement des services publics, augmentation du Smic, retraite à 60 ans, semaine de congés payés supplémentaire, impôt sur la fortune, réforme fiscale, couverture médicale universelle, troisième voie française... Le programme de 2017 de Jean-Luc Mélenchon, qui a par ailleurs appelé à un « bilan raisonné de François Mitterrand », se situe dans la filiation directe de celui de 1981. Son originalité est de rester fidèle à cet ensemble programmatique, alors que le Parti socialiste français, en particulier sous le quinquennat de François Hollande, lui a complètement tourné le dos, comme d'ailleurs l'ensemble de la social-démocratie européenne.

Des éléments nouveaux apparaissent cependant sur le volet écologique

les partis, et du crépuscule de la social-démocratie européenne, le programme propose de mettre en place un cadre institutionnel favorisant l'implication directe du peuple dans les affaires publiques et son contrôle constant sur ses mandataires.

Enfin, une dernière originalité du programme est le positionnement par rapport à l'Union européenne, qui tient compte de l'échec du projet d'Europe sociale et de l'évolution de l'UE. Il ne s'agit pas d'une rupture par rapport à 1981, où la dimension européenne était très peu présente, mais bien par rapport à l'orientation adoptée lors de l'adoption du traité de Maastricht, signé en 1992 (et à l'époque voté par Mélenchon). Il s'agit également d'une évolution significative par rapport au programme du Front de gauche de 2012. Ce programme, porté par Jean-Luc Mélenchon, appelait à « Construire une autre Europe » en indiquant que « la France prendra l'initiative d'Etats généraux de la refondation européenne ». Celui de 2017 met l'accent sur la « sortie des traités européens », sur l'émancipation unilatérale et sur la possibilité de quitter l'UE s'il n'est pas possible de la changer.

La France insoumise fait le pari de

(1) *L'avenir en commun*, Ed. Seuil, décembre 2016. Disponible en ligne <https://laec.fr> ;

(2) livrets et vidéo sur <https://avenirencommun.fr/>

(3) Jean-Luc Mélenchon : *Qu'ils s'en aillent tous ! Vite, la révolution citoyenne* (2010) ; *La règle verte – Pour l'écosocialisme* (2012) ; *L'Europe austéritaire – Critique argumentée du traité « Merkozy »* (2012) ; *L'Ère du peuple*, Fayard (2014) ; *Le Hareng de Bismarck, le poison allemand* (2015) ; *Le Choix de l'insoumission* (2016) ; Jacques Généreux, *Les bonnes raisons de voter Mélenchon* (2017), Liêm Hoang Ngoc, *Un insoumis devrait dire ça...* (2017).

(4) *L'avenir en commun*. (aec) p. 11 – 14. Par la suite, les citations de ce livre ne sont plus référencées en note.

(5) *L'ère du peuple*, p. 31.

(6) *L'ère du peuple*, p. 40 – 41.

(7) *Qu'ils s'en aillent tous*, p. 13.

(8) *L'ère du peuple*, p. 109.

(9) *La Règle verte*, p. 12.

(10) *La Règle verte*, p. 13.

(11) Le chiffrage de ce programme a été détaillée lors d'une émission de 5 heures. <https://campagne.jlm2017.fr/evenements/chiffrage/index.html>

(12) *L'ère du peuple*, p. 55.

(13) *Le choix de l'insoumission*, p. 346

(14) *Qu'ils s'en aillent tous*, p. 115 – 117.

(15) *L'ère du peuple*, p. 51.

(16) *Qu'ils s'en aillent tous*, p. 94, 96

(17) *L'ère du peuple*, p. 54.

(18) *Qu'ils s'en aillent tous*, p. 21.

(19) Le plan de relance de Mélenchon tient-il la route?, in *L'Obs*, 27.02.17

(20) F. Boccarda et alii, Le programme de la « France insoumise » des choix contraires à ce pour quoi nous combattons (novembre 2016)

(21) Le programme économique de Jean-Luc Mélenchon : rupture ou impasse?, (site NPA, 28.02.17)

(22) *L'Anticapitaliste*, 23.02.2017 (site NPA).

(23) Décryptage du programme de Jean-Luc Mélenchon sur la question européenne (upr.fr)

(24) *Le Monde*, 21.02.2017

(25) Pour une présentation critique : L. Maudit et alii, *Les 110 propositions. 1981 – 2011*, (2011).

(26) *Le Choix de l'insoumission*, p. 372.